



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Foncier - ZAC des Châtaigniers - Vente d'une partie de la parcelle AD 4 - Commune de Saint Aunès

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Châtaigniers sur la commune de Saint Aunès, Monsieur le Maire de Saint Aunès a sollicité la Métropole en vue d'acquérir une emprise de terrain d'une superficie de 2219 m² environ cadastrée AD 172.

L'objet de cette acquisition est de réaliser des ouvrages hydrauliques nécessaires à la réalisation opérationnelle de la ZAC, notamment un bassin de rétention.

La Métropole s'est rendue propriétaire initialement de ce foncier dans le cadre de sa propre compétence hydraulique à la suite d'un transfert du SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple) d'adduction d'eau du Salaison.

Ce transfert est intervenu à titre gratuit.

Par délibération en date du 26 mai 2014, le comité syndical du SIVOM d'adduction d'eau du Salaison avait par ailleurs d'ores et déjà délibéré en vue de céder à titre gratuit à la commune de Saint-Aunès l'emprise concernée par l'aménagement des ouvrages hydrauliques.

Une estimation des services fiscaux en date du 26 septembre 2018 a évalué ce terrain à 18€/m².

Tenant l'engagement formel préexistant du comité syndical pris par délibération, tenant l'absence d'affectation du bien à une activité, installation ou aménagement donnant lieu à valorisation économique directe du bien mais à un transfert de charge lié à l'aménagement d'ouvrages hydrauliques destinés à assainir ce secteur, il est proposé par la présente délibération de passer outre cette évaluation, et de céder à la commune le bien concerné à l'euro symbolique.

La vente sera strictement conditionnée à l'affectation de ce bien à la réalisation des ouvrages hydrauliques envisagés.

La parcelle cadastrée AD 172 n'étant pas affectée à l'usage public ni spécialement aménagée à cet effet, il convient parallèlement de la déclasser du domaine public.

Par ailleurs, afin de ne pas retarder les travaux programmés, la commune sollicite une possibilité d'entrée en possession anticipée du bien pour une durée maximale d'un an à compter de la date de la présente délibération, par anticipation sur la signature de l'acte de transfert de propriété. Les prestataires, professionnels et hommes de l'art, mandatés par la commune en vue de concourir à la réalisation des ouvrages hydrauliques pourront être autorisés par la commune à réaliser toute étude et diagnostic préalable aux travaux sur cette emprise par anticipation sur la signature de l'acte mais sous l'exclusive responsabilité de la commune vis-à-vis de la Métropole.

En complémentarité avec les travaux sur la parcelle à céder, la Métropole autorisera le cas échéant la commune de Saint Aunès ou son aménageur, à intervenir sur ce solde cadastré parcelle AD 173, pour engager tous travaux qu'elle jugera utile voire nécessaire, en accord avec la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, notamment en vue de condamner des puits et forages abandonnés, et sera habilitée dans les formes requises.

Enfin, la vente de la parcelle AD 172 sera conditionnée à la création d'une servitude d'accès pour desservir la parcelle AD 173 qui restera propriété de la Métropole. Cette servitude, consentie à titre gratuit, permettra l'accès de tous véhicules, sans aucune restriction sur son utilisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater la désaffectation et prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 2219 m² cadastrée AD 172, détachée de la parcelle AD 4 sur la commune de Saint Aunès,
- vendre à la commune de Saint Aunès une emprise de 2219 m² nouvellement cadastrée AD 172, dans la ZAC des Châtaigniers à Saint Aunès, afin de permettre la réalisation des ouvrages hydrauliques nécessaires à l'aménagement du secteur,

- accepter que cette vente soit réalisée au prix de l'euro symbolique en passant outre l'avis des Domaines en date du 26 septembre 2018, en prenant en compte les engagements antérieurs et de la nature des travaux à réaliser par la commune ou son aménageur,
- autoriser la signature d'une convention de prise de possession anticipée pour une durée d'un an à titre gratuit au profit de la commune, acquéreur, ou tout autre organisme substitué, sous l'exclusive responsabilité de la commune,
- conditionner la vente à la création d'une servitude d'accès à la parcelle AD 173 restant la propriété de la Métropole, et à l'affectation exclusive du bien à la réalisation de travaux d'aménagement d'ouvrages hydrauliques,
- désigner l'Office Notarial de Baillargues pour la rédaction de l'acte notarié incluant la servitude, aux frais et à la charge de la commune de Saint Aunès, acquéreur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document lié à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71469-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.